



## COMMUNIQUE de PRESSE



### LE DEPARTEMENT INTERDIT LA CONFERENCE DE PRESSE DES SYNDICATS FO ET CGT

**Nos syndicats CGT et FO vous ont invités hier à une conférence de presse pour aborder les projets du Département de Seine-Maritime concernant l'avenir des services publics départementaux de proximité.**

En effet, le Conseil Départemental met en place une énième réorganisation qui s'apparente clairement à un « plan social » et qui aurait pour conséquences, à terme :

- ✦ Des fermetures de centres médico-sociaux dans le cadre de regroupements,
- ✦ Des suppressions de postes,
- ✦ La polyvalence géographique et fonctionnelle imposée sur de nombreuses missions,
- ✦ La disparition d'autres missions (secrétaires APA-PCH, éducateurs de jeunes enfants de prévention, psychologues de prévention...)
- ✦ L'obligation pour près de 400 agents de se soumettre à la mobilité et de repostuler sur leur propre fonction...

**Face à ce plan, CGT et FO ont pris leurs responsabilités et ont demandé le 17 août 2016 un rendez-vous au Président du Département**, pour exiger une clarification et des garanties pour le personnel (effectifs, métiers, missions, critères de mobilité, affectations...) et pour le service public (nombre de sites, réponses de proximité...)

Alors que le Président refuse de répondre à notre demande d'audience et aux nombreuses questions que les agents et nos deux syndicats posent, il tente de faire croire au « dialogue » en mettant en place des « pseudo groupes de travail » et fait dire aux agents, par son encadrement, qu'ils n'ont rien à craindre...

**Et pourtant, la conférence de presse à laquelle vous avez été conviés hier a été interdite par la Direction du Département ! Vous avez été refoulés à l'entrée de l'Hôtel du Département, obligeant nos deux syndicats à tenir cette conférence sur le trottoir.**

**Cette situation est inédite et démontre**, de notre point de vue, **que les craintes** des agents et de nos syndicats FO et CGT, **concernant l'ampleur des attaques contre les services départementaux, sont confirmées!**

**Nous dénonçons les méthodes employées depuis le début de ce projet :**

- ✓ projet ficelé depuis des mois mais enclenché pendant les congés d'été des agents,
- ✓ opacité et désinformation ne permettant aucune visibilité à court et moyen terme,
- ✓ inégalité de traitement des agents sur le territoire,
- ✓ ...

**Hier, une nouvelle étape a été franchie par la Direction du Département par l'interdiction pour nos deux syndicats de pouvoir user de leur droit d'expression auprès des médias.** Cette interdiction a été directement orchestrée par le Directeur Général des Services et le Cabinet du Président !

**Nous sommes particulièrement indignés de la violence et des méthodes utilisées par la Direction. Nous protestons vivement et exigeons que la liberté d'information ne soit pas entravée**

Rouen, le 29.09.2016